



Intervention d'Elisabeth BORNE au premier rassemblement de Bâtissons Ensemble, le
mercredi 24 juin 2026.

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Premier ministre, cher François,
Messieurs les Présidents, cher Hervé, cher Guillaume, cher Marc,
Chères Valérie, chère Agnès, Cher David,
Cher Thierry Beaudet,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Avant tout, merci ! Merci d'avoir bravé la canicule et d'être présents pour ce premier rassemblement de Bâtissons Ensemble.

Votre présence compte.

Parce qu'elle dit quelque chose de notre pays.

Elle dit que face aux inquiétudes, aux fractures, parfois au découragement ou aux colères, il y a des femmes et des hommes qui refusent de considérer que l'avenir serait déjà écrit.

Elle dit qu'il existe encore une volonté d'agir. Et c'est précisément pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui.

Les défis devant nous sont immenses.



Les divisions qui traversent notre démocratie sont devenues dangereuses. Et je refuse l'idée qu'un jour nous devions expliquer à nos enfants que nous avons vu les difficultés arriver sans avoir fait le choix de les affronter.

Pendant les années que j'ai passées comme ministre puis à Matignon, aujourd'hui comme députée, je vois un pays plus solide qu'on ne le dit souvent. Je vois des élus locaux, des enseignants, des entrepreneurs, des soignants qui tiennent la République debout, jour après jour.

Mais je vois aussi monter une forme de découragement. L'idée qu'il n'y aurait plus rien à faire. Que le compromis serait une faiblesse. Que la démocratie ne produirait plus de résultats.

Je refuse cette fatalité.

C'est pour cela que nous avons créé Bâtissons Ensemble avec une ambition simple : permettre à chacun d'avoir confiance en son avenir dans un pays qui maîtrise son destin.

Cette ambition dépasse les frontières partisans.

C'est pourquoi nous voulons œuvrer au rassemblement, de la gauche réformatrice à la droite modérée, en passant bien sûr par les forces politiques du centre,

De celles et ceux, qui sont convaincus que notre pays a tous les atouts pour réussir, si nous nous attaquons aux causes plutôt qu'aux symptômes,

Et qui veulent porter dans le débat des prochaines élections présidentielle et législatives des propositions à la hauteur des défis de notre pays et des attentes des Français.

Car il faut le dire : l'heure est grave.

Pendant longtemps, nous avons considéré comme acquises des réalités qui ne le sont plus : la paix sur notre continent, la stabilité des équilibres internationaux, la progression continue de la démocratie, la certitude que le développement du commerce rapprocherait les peuples et réduirait les conflits.

Le monde dans lequel nous sommes désormais est différent.

La guerre est de retour aux portes de l'Europe.



Les rapports de force s'imposent à nouveau comme grammaire dominante des relations internationales.

Le droit international est contesté chaque jour davantage par ceux qui considèrent que seule la puissance crée la légitimité.

Derrière ces évolutions géopolitiques, il n'y a pas seulement des concepts ou des équilibres diplomatiques. Il y a des femmes, des hommes, des enfants dont les vies sont bouleversées par la guerre, la violence et la privation de liberté.

Dans ce contexte, je veux redire notre soutien indéfectible au peuple ukrainien.

Depuis plus de quatre ans, les Ukrainiens se battent avec un courage admirable pour leur liberté, leur souveraineté et leur indépendance.

Leur combat dépasse largement les frontières de leur pays.

Il concerne l'idée même que nous nous faisons de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Je veux également avoir une pensée pour le peuple iranien,

Pour toutes celles et ceux qui continuent à défendre leurs libertés fondamentales malgré la répression et les risques qu'ils encourent.

Les tensions se multiplient sur plusieurs continents au même moment.

Les démocraties sont contestées.

Les grandes puissances investissent massivement dans l'intelligence artificielle, les technologies de défense, les infrastructures critiques et les capacités industrielles qui structureront le XXIème siècle.

Dans le même temps, les dépendances que nous avons parfois acceptées deviennent des vulnérabilités.

La réalité est désormais frappante : aucun allié, aussi proche soit-il, ne défendra durablement nos intérêts à notre place.



C'est pourquoi le débat européen a profondément changé de nature.

La question n'est plus de savoir si nous voulons davantage ou moins d'Europe.

La véritable question est de savoir si les Européens veulent encore maîtriser leur destin.

Car aucun de nos pays, pris isolément, ne dispose de la taille critique pour peser face aux grandes puissances qui façonnent le monde.

Ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Pologne, ni aucune autre nation européenne.

Notre souveraineté passe désormais par notre capacité à agir ensemble,

pour assurer notre sécurité,

pour protéger nos industries,

pour investir dans la recherche et l'innovation,

pour faire émerger les champions technologiques dont nous avons besoin,

pour réussir la transition écologique, qui n'est pas l'ennemie mais la condition d'une nouvelle prospérité.

Mais les inquiétudes des Français ne viennent pas seulement des bouleversements du monde.

Elles viennent aussi de ce qu'ils vivent au quotidien.

Ces inquiétudes sont légitimes.

Je pense à ces Françaises et ces Français qui appartiennent à la classe moyenne et qui ont le sentiment que leur avenir est bouché.

Je pense à ces parents qui se demandent si leurs enfants vivront mieux qu'eux.

Je pense à cette jeunesse qui aspire à réussir mais qui doute que la promesse républicaine soit encore tenue.

Je pense à ces territoires qui ont le sentiment d'avoir été relégués.



Au fond, derrière toutes ces inquiétudes, il y a une seule question. Saurons-nous tenir une promesse essentielle : celles que les générations à venir vivent mieux que les précédentes ?

Voilà la véritable question.

Et elle exige de sortir des faux-semblants.

Elle exige de regarder les réalités en face : oui, notre modèle social s'essouffle.

Non parce qu'il serait devenu inutile, bien au contraire.

Nous avons construit l'un des systèmes les plus ambitieux au monde.

Il protège face à la maladie, au chômage, à la vieillesse, au handicap, à la précarité. Il a permis à notre pays de traverser des crises majeures sans connaître les fractures observées ailleurs.

Et nous pouvons en être fiers.

Mais notre modèle s'essouffle parce que depuis des décennies, nous le finançons en partie par la dette.

Nous avons progressivement accepté de reporter sur les générations suivantes le coût de nos choix présents.

Et nous avons laissé s'installer des tensions dangereuses : chacun a le sentiment de contribuer beaucoup,

chacun a le sentiment de recevoir trop peu,

et plus personne ne regarde réellement l'équilibre d'ensemble.

Le problème est désormais plus profond.

Non seulement la pérennité de notre modèle social est en question, mais il absorbe une part toujours plus importante de nos ressources, au détriment de ce qui prépare l'avenir : l'éducation, la recherche, l'innovation, la formation, la transition écologique.

Au fond, nous sommes confrontés à un choix :



quelle part de la richesse nationale voulons-nous consacrer au financement de notre modèle social ?

Derrière ce défi majeur, il y a celui de la dette.

Cher François,

Tu alertes depuis longtemps sur ce sujet. Et tu as raison.

La dette n'est pas un sujet technique réservé aux économistes ou aux spécialistes des finances publiques.

C'est une question citoyenne.

C'est une question de souveraineté.

C'est une question de responsabilité.

Et c'est une question de justice entre les générations.

Une nation qui emprunte pour financer son quotidien finit toujours par renoncer à financer son avenir.

Voilà pourquoi cette question nous concerne tous et doit être traitée avec lucidité.

Parce que la liberté d'une nation dépend aussi de sa capacité à maîtriser ses finances publiques.

Face à ces inquiétudes, les extrêmes progressent.

Ce phénomène ne doit être ni méprisé ni caricaturé.

Il traduit des difficultés réelles, des inquiétudes réelles, parfois le sentiment que les responsables politiques ne répondent pas suffisamment aux transformations qui bouleversent la vie quotidienne de nos concitoyens.

Mais reconnaître les causes de cette progression ne veut pas dire valider les réponses proposées.

Car les extrêmes prospèrent sur une mécanique simple :



ils instrumentalisent les peurs, désignent des coupables et promettent des solutions supposées
« de bon sens » à des problèmes qui sont souvent profondément complexes.

Ils fragilisent aussi ce qui fait la force de notre démocratie.

Lorsqu'on remet en cause l'indépendance de la justice,

lorsqu'on conteste systématiquement les décisions du Conseil constitutionnel,

qu'on cherche à affaiblir les contre-pouvoirs, les médias ou les autorités indépendantes,

ce ne sont pas seulement des institutions qui sont visées. C'est l'équilibre démocratique qui protège les citoyens.

Lorsque certains opposent les habitants de notre pays les uns aux autres,

lorsque d'autres alimentent des logiques communautaires,

ils affaiblissent ce qui nous permet de faire nation.

Nous ne répondrons pas aux inquiétudes des Français en affaiblissant la démocratie.

Nous ne répondrons pas aux fractures de la société en créant de nouvelles fractures.

Mais nous ne répondrons pas davantage aux extrêmes en abandonnant les sujets qui préoccupent nos concitoyens.

C'est, sans doute, aussi cette erreur qui leur permet de prospérer.

Trois sujets reviennent sans cesse : le pouvoir d'achat, la sécurité et l'immigration.

Trois sujets sur lesquels nous devons réussir à dépasser la dictature des émotions de l'instant pour agir réellement dans la durée et réduire les inégalités de vie et de destin.

Sur le pouvoir d'achat, ce n'est ni par une hausse du SMIC, ni par des baisses de TVA que l'on répondra aux attentes des Français.

La vérité est plus exigeante.



Le pouvoir d'achat ne progressera durablement que si notre pays produit davantage, innove davantage et crée davantage de richesse.

La réindustrialisation, l'investissement dans les technologies d'avenir, la formation, la qualité des emplois et des parcours professionnels, la réforme du financement de notre modèle social sont les véritables réponses à la crainte de déclassement qu'éprouvent tant de Français.

Derrière cette question du pouvoir d'achat se cache aussi celle de l'accès au logement dont les prix sont de plus en plus décorrélés du niveau des salaires.

Nous devons travailler sur l'amélioration du « pouvoir de vivre » de nos concitoyennes et de nos concitoyens en prenant en compte l'ensemble de ces sujets.

Sur la sécurité, je refuse deux dérives.

La première consiste à banaliser l'insécurité, à la relativiser ou à la dissoudre dans des explications sociologiques qui finissent par nier la souffrance des victimes.

La seconde consiste à instrumentaliser chaque drame, à faire croire que la Constitution serait un carcan et que l'État de droit empêcherait l'action publique.

Je ne crois ni à l'angélisme ni à l'autoritarisme.

Je crois à une République ferme, cohérente et capable d'agir dans le cadre de ses principes. Suite aux attentats de 2015, face à la crise COVID, nous avons su prendre des mesures fortes pour protéger les Français sans changer la constitution.

Les Français ont raison d'exiger davantage de résultats face aux violences, à la délinquance et au narcotrafic. Ils ont raison d'attendre que les décisions de justice soient exécutées et que l'autorité de l'État soit respectée partout sur le territoire.

Mais la véritable fermeté ne se mesure pas à la violence des discours ou aux attaques caricaturales de l'action que nous menons avec ambition et détermination depuis 2017.

Elle se mesure à la capacité de l'État à agir sur un sujet multiface.

Lorsque la sécurité recule, ce sont toujours les plus fragiles qui en paient le prix.



Et lorsque l'impuissance ou la démagogie s'installent, c'est la démocratie elle-même qui s'affaiblit.

Sur l'immigration enfin, les Français demandent de la maîtrise.

Depuis trop longtemps, certains ont refusé de voir les difficultés.

D'autres expliquent que l'immigration serait la source de tous nos maux.

Dans les deux cas, les postures prennent le pas sur les faits.

La maîtrise de l'immigration n'est ni un tabou ni un slogan. C'est une exigence républicaine.

Une démocratie a le droit de décider qui elle accueille.

La France doit être capable de maîtriser ses flux migratoires, de faire respecter ses règles et d'éloigner effectivement ceux qui n'ont pas vocation à rester sur son territoire, dans le respect de l'État de droit.

Mais la maîtrise ne se confond pas avec la fermeture.

Pas plus que l'humanité ne se confond avec la naïveté.

Prétendre traiter cette question en se mettant en marge de l'Europe, c'est mentir aux Français.

C'est au contraire en européens que nous serons plus efficaces.

Et surtout, une politique migratoire crédible ne peut pas se limiter au contrôle des flux.

L'intégration de celles et ceux que nous accueillons est au cœur de notre pacte républicain : l'apprentissage de la langue, l'accès au travail, la connaissance de nos principes républicains et la lutte contre toutes les formes de séparatisme.

Au fond, ce qui nous distingue des extrêmes tient à une conviction simple.

Les préoccupations des Français doivent être prises au sérieux.

Mais elles ne seront résolues ni par le renoncement ni par la démagogie.



La République peut apporter des réponses efficaces tout en restant pleinement fidèle aux principes qui fondent notre démocratie.

Cela exige de la lucidité, de la fermeté, de la cohérence et de la constance.

Mes chers amis,

Face à cette situation, nous avons une responsabilité particulière.

Notamment au moment où le Rassemblement National, dont la philosophie n'a pas changé, est aux portes du pouvoir

C'est sans doute la raison principale pour laquelle nous sommes réunis aujourd'hui.

Et je veux saluer ce soir la présence de nos partenaires du bloc central et au-delà.

Je regarde avec inquiétude la fragmentation progressive de celles et ceux qui partagent pourtant l'essentiel.

Je comprends les ambitions.

Je respecte les parcours.

Je connais les différences qui existent entre nous.

Mais je regarde aussi la réalité.

Le Rassemblement national progresse et chaque jour les digues avec l'extrême-droite semblent se fissurer, voire s'effondrer.

La France insoumise poursuit sa stratégie de radicalisation.

Et pendant ce temps, ceux qui partagent une même vision de la République, de l'Europe, de la démocratie et de l'économie de marché continuent parfois à se comporter comme si leur principal adversaire était leurs partenaires politiques.

Cette logique nous affaiblit.

Elle nous éloigne des Françaises et des Français.



Elle nous pousse parfois à courir derrière les propositions des plus radicaux au lieu d'assumer nos propres convictions.

Elle nous conduit à céder à la tentation de segmentation de notre société, et donc de la République, dans les réponses à apporter.

Elle nourrit le sentiment que nous sommes davantage préoccupés par nos désaccords que par les problèmes du pays.

Je le dis avec gravité.

Si demain notre démocratie devait être réduite à un face-à-face entre les extrêmes, personne ne pourrait prétendre qu'il ne savait pas.

Personne ne pourrait dire qu'il ne l'avait pas vu venir.

Et chacun serait comptable devant l'Histoire des divisions qu'il aura entretenues.

Le temps n'est plus aux stratégies individuelles.

Le temps n'est plus à scruter les sondages.

Le temps est à la responsabilité.

C'est pourquoi j'en appelle au rassemblement.

Maintenant.

Parce qu'après, il sera trop tard.

Cela suppose d'accepter que ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous sépare.

Cela suppose également de regarder lucidement notre propre action.

Je ne crois ni à l'amnésie ni au reniement.

Les intuitions qui ont conduit Emmanuel Macron au pouvoir étaient justes. Je veux le dire avec force !



Et oui, nous avons amélioré l'attractivité de notre pays et la compétitivité de notre économie.

Nous avons créé des emplois et fait reculer le chômage.

Nous avons doublé le budget de nos armées et renforcé de façon inédite les moyens de notre justice et de nos forces de sécurité intérieure

Nous avons agi contre les violences faites aux femmes et pour le renforcement des droits des femmes

Nous avons mis en place une politique ambitieuse de planification écologique et énergétique.

Nous avons investi dans la réindustrialisation.

Nous avons fait progresser l'Europe.

Sur tous ces sujets, bien sûr, nous ne sommes pas au bout du chemin, mais nous avons obtenu des résultats.

Mais il faut aussi reconnaître avec lucidité ce qui n'a pas suffisamment avancé.

Nous avons porté de nombreuses politiques en faveur de la jeunesse : les 1 000 premiers jours de l'enfant, le dédoublement des classes en maternelle et en primaire, la réforme de l'apprentissage et celle du lycée professionnel, le plan 1 jeune 1 solution ou encore la réforme du recrutement et de la formation initiale des professeurs.

Et pourtant nos concitoyens doutent, à juste titre, de la capacité de l'École et de notre pays à assurer la réussite de leurs enfants et à donner sa chance à chacun.

Malgré une dépense publique qui nous classe aux tous premiers rangs dans le monde, trop souvent les résultats ne sont pas au rendez-vous. De nombreux élus, chefs d'entreprise, agriculteurs se sentent encore écrasés par les normes et les contrôles.

Par ailleurs, le débat public s'est durci. L'échange d'argument cède trop souvent la place à l'invective. L'instabilité politique nous empêche d'agir avec constance dans la durée.

Préparer l'avenir suppose d'assumer les réussites comme les limites.



Aucun projet politique sérieux ne peut se construire sur le déni du réel.

Mes chers amis,

Dans ce paysage, Bâtissons Ensemble se fixe un objectif : faire vivre le débat d'idées dont notre démocratie a besoin.

Dans les prochains mois, nous irons à la rencontre des Français, dans nos territoires

Ce travail s'organisera autour de six grands sujets que j'ai déjà évoqués :

la jeunesse, la démocratie et les institutions, l'emploi et le travail, l'avenir de notre modèle social, la sécurité et la justice, les questions d'immigration et d'intégration.

Ces réflexions seront nourries par les grands enjeux qui traversent désormais l'ensemble de nos politiques publiques :

l'avenir du projet européen et la place de la France dans le monde ; les grandes transitions écologiques, technologiques et démographiques.

Je veux remercier celles et ceux qui ont choisi de s'engager dès l'origine dans cette aventure.

Guillaume Gouffier Valente, qui a accepté d'en être le secrétaire général.

Astrid Panosyan-Bouvet et Agnès Buzyn, qui ont contribué dès le premier jour à nourrir notre réflexion.

Stéphane Travert, qui accompagnera les élus qui souhaitent nous rejoindre.

Marc Ferracci, Éric Dupond-Moretti, Nicole Belloubet et Guillain Gilliot, qui ont accepté d'apporter leur expérience, leur expertise et leur énergie à ce projet.

Je veux également remercier celles et ceux qui feront vivre Bâtissons Ensemble dans nos territoires : Lise, Nicolas, Christine, Emmanuel, Victorien, et bien d'autres.

Leur engagement dit quelque chose de précieux.



La conviction que les défis auxquels notre pays est confronté méritent mieux que des commentaires.

Parce qu'au fond, toutes les questions que nous avons abordées ce soir renvoient à la même interrogation que nous devons collectivement poser.

Quel pays laisserons-nous à ceux qui viendront après nous ?

Une France qui aura vécu à crédit en faisant peser sur ses enfants le poids de ses renoncements ?

Qui aura laissé les fractures s'aggraver faute d'avoir investi suffisamment tôt dans sa jeunesse,

Qui aura renoncé à produire, à innover et à préparer les grandes transitions,

Qui aura préféré les querelles politiques à l'intérêt général.

Ou une France qui aura retrouvé le courage de choisir ?

Qui aura investi dans son école, dans sa recherche, dans son industrie et dans sa souveraineté,

Qui aura fait de la transition écologique un projet de puissance, de réindustrialisation et d'indépendance énergétique,

Qui aura permis à davantage de citoyens de maîtriser leur destin grâce au travail, à la formation et à l'égalité des chances,

Une France qui aura retrouvé confiance dans sa démocratie parce qu'elle aura retrouvé le goût du dialogue, du compromis et de la responsabilité.

Mes chers amis,

Si nous nous rassemblons, c'est parce que c'est cette France que nous devons construire pour demain.

Voilà le sens de notre engagement. Voilà le sens de Bâtissons Ensemble.

Vive la République ! Et vive la France !

